

ENQUÊTE PUBLIQUE

Relative au projet de centrale photovoltaïque au sol, à la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Réalisée du 3 février 2021 au 8 mars 2021 inclus

Suivant l'arrêté préfectoral n° 2021-25/SG/DCL du 8 janvier 2021

Commissaire enquêteur : Hubert DI NATALE

CONCLUSIONS ET AVIS

SOMMAIRE

SUR LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

3

SUR LE PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

5

EN CONCLUSION

11

SUR LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique s'est tenue du mercredi 3 février au lundi 8 mars 2021, ce qui lui confère une durée de 33 jours consécutifs.

Il est à signaler que la collaboration avec Mme Corinne NATIVEL, représentante de l'autorité organisatrice (Préfecture de Saint-Denis), Mme Sophie LÉCORCHÉ, responsable à EDF Renouvelables du projet faisant l'objet de l'enquête, M. Etienne BOUTICOURT, responsable développement outremer d'EDF Renouvelables, et Mme Bérangère KALYNTSCHUK, responsable régionale EDF Renouvelables, s'est opérée en parfaite cordialité, dans le respect du rôle et des missions de chacun, avec pour seul objectif l'efficacité et le respect des objectifs et règles relatives à l'enquête publique.

Sur l'information du public

La publicité dans les journaux, l'affichage sur le site et dans les mairies ont été effectués selon les modalités et délais légaux. Elle a même été au-delà des exigences, puisque les diverses collectivités concernées, ainsi que l'intercommunalité TCO, ont consacré des pages internet à l'enquête.

De même, les diffusions de l'arrêté d'organisation d'enquête, de l'avis d'enquête publique et de tous les éléments du dossier sur le site internet de la Préfecture, avec possibilité de téléchargement, ont répondu aux obligations relatives à la dématérialisation de l'enquête publique.

Outre l'affichage légal, la presse écrite et numérique, s'est ponctuellement faite l'écho du projet de centrale photovoltaïque sur la rive droite de la Rivière des Galets sur la commune du Port.

Sur la participation du public

Du 3 février au 8 mars 2021, le dossier complet était tenu à disposition du public, aux heures ouvrables au service économique de la mairie du Port, siège de l'enquête, et au pôle environnement durable de la mairie de Saint-Paul.

Lors des permanences, le dossier était déplacé dans la salle que les services municipaux m'avaient attribuée pour recevoir le public. Dans les 2 communes concernées, les conditions matérielles étaient excellentes : absence de bruit, climatisation, bonne luminosité, grandes tables ... et menées conformément aux instructions relatives aux mesures sanitaires de prévention de l'épidémie de Covid-19.

Ainsi, la circulation à l'intérieur des bâtiments administratifs était soumise au port du masque, et l'aménagement des locaux de permanence était adapté pour la réception d'un seul

administré face au commissaire enquêteur avec une distanciation pouvant aisément atteindre deux mètres. De plus, du gel hydroalcoolique était mis à disposition du public.

Les permanences se sont déroulées dans une ambiance sereine, mais la participation présentielle du public s'est limitée à une seule consultation du dossier avec dépôt d'une observation (SP-01), lors de la permanence du 25 février à Saint-Paul. Une autre observation a été déposée hors permanence sur le registre du Port (LP-01).

Quant aux personnes venues éventuellement consulter le dossier en mairie en dehors des permanences, aucune statistique n'ayant été tenue à cette fin. Il n'est pas possible d'en communiquer le nombre exact, mais le personnel communal a fait part d'une quasi-absence de fréquentation.

Nous ne relevons aucune observation par courrier écrit, adressé par voie postale ou déposé directement en mairie.

La Préfecture, autorité organisatrice et gestionnaire de l'adresse dédiée à l'enquête enquete-publique@reunion.pref.gouv.fr, à laquelle renvoyait un lien sur le site <http://reunion.gouv.fr> nous a transmis 13 observations du public par mail (EM-01 à EM-13).

Il y a un **total de 15 observations**, dont 14 sont favorables et 1 est défavorable.

Sur la visite de terrain

La visite de terrain effectuée sous l'égide du maître d'ouvrage, m'a permis de saisir le contexte d'implantation du projet, de son périmètre proche, ainsi que les conditions d'accès liées au réseau routier.

Sur les préoccupations exprimées par le public

14 observations (dont 3 formulées par des associations environnementales) **expriment un avis favorable**, en raison de la contribution du projet à la réduction des Gaz à Effet de Serre, et à l'autonomie énergétique de l'île. Elles soulignent que l'emplacement est idéal (valorisation d'un terrain dégradé) et qu'il y a peu d'impacts négatifs, notamment à la flore et à la faune.

2 contributeurs proposent une valorisation agricole sous les panneaux PV, notamment en apiculture. Pour le porteur de projet, cette éventualité n'est pas close, mais elle reste hypothétique (à ce stade), en raison des conditions permettant sa mise en œuvre.

Une association environnementale a exprimé un avis défavorable, malgré sa position de principe en faveur des énergies renouvelables. Elle estime que l'implantation du projet en zone naturelle devrait être évitée, en donnant la priorité à la mutualisation d'espaces déjà artificialisés.

Pour éviter toute redondance, les avis du commissaire enquêteur sur chaque item soulevé ainsi que les réponses aux questions qu'il a posées, figurent dans le rapport d'enquête et ne sont pas reproduits dans les présentes conclusions.

Ils participent cependant pleinement à l'appréciation qui peut être donnée sur ce projet de centrale photovoltaïque au sol, situé en rive droite de la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

SUR LE PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

Sur le dossier d'enquête publique

Concernant la composition du dossier d'enquête publique, ce dernier comprend tous les documents exigés par le code de l'environnement pour cette procédure.

Sur la forme, l'étude d'impact environnementale, son résumé non technique, et l'étude hydraulique sont présentés au format A4 avec reliure plastique, lui conférant facilités de consultation et bonne résistance à la manipulation. S'appuyant sur des développements pédagogiques clairs, les contenus sont alimentés de données techniques. Le dossier de permis de construire, constitué de feuillets avec reliure plastique, bénéficie d'une bonne lisibilité pour les plans et photos, en raison de son format A3.

Sur le fond, quelques mises à jour étaient nécessaires, en raison de l'obsolescence de certaines données, ou de l'évolution de certaines modalités du projet depuis son lancement initial. Le maître d'ouvrage a apporté les précisions demandées dans sa réponse au procès-verbal de synthèse : mise à jour des données sur son activité au niveau national et local, de celles relatives au contexte énergétique et à la qualité de l'air sur la zone d'étude, abandon des containers de stockage d'énergie, choix du tracé de raccordement externe.

Ces mises à jour pourront être intégrées au dossier qui sera finalisé.

On peut formuler les appréciations suivantes :

Sur la justification du projet :

- Au niveau national, les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, consacrés par la Loi de Transition Énergétique et de croissance verte du 18 août 2015, sont de porter la part des énergies renouvelables à 32 % de la consommation finale en 2030, et à 40 % de la production d'électricité ce qui nécessite de doubler la part des énergies renouvelables en 15 ans.
- Au niveau régional, l'objectif est encore plus ambitieux, avec 50 % de la part d'énergie renouvelable en 2020, pour une autonomie énergétique en 2030.
- Les objectifs retenus dans la feuille de route de l'énergie pour la Réunion, adoptée par le Décret du 17 avril 2017, portent un objectif de puissance à développer en photovoltaïque de 121,5 MW dont 63 MW avec stockage.
- Selon les chiffres fournis par l'Observatoire de l'Énergie de la Réunion, les mises en service d'installations photovoltaïques sont très en deçà des objectifs fixés par la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE).
- D'après le Bilan énergétique de la Réunion (Edition 2020), « *en 2019, la part de la production électrique à partir du photovoltaïque est de 8,5 %, soit 0,1 point de moins qu'en 2018* ».
- Dans ce contexte de difficultés à réaliser ces objectifs d'intérêt général, la centrale photovoltaïque de la Rivière des Galets, par sa puissance de 4,6 MWc apportera une contribution significative.
- Cette installation, par sa production de près de 6,32 GWh d'électricité d'origine renouvelable évitera annuellement 4,9 tonnes d'émissions de CO2 par an, tout en alimentant plus de 4500 habitants.
- Concernant sa justification et sa pertinence, **le projet répond aux orientations européennes, nationales et régionales de lutte contre les émissions** de Gaz à Effet de Serre, qui sont à l'origine du réchauffement climatique dont les méfaits sur l'environnement et les sociétés humaines ne sont plus sérieusement contestés.

Sur le porteur de projet :

- L'entreprise **EDF Renouvelables France**, filiale à 100 % d'EDF Renouvelables (anciennement EDF Énergies Nouvelles), est intégrée au groupe Électricité de France, acteur historique de l'électricité en France devenu acteur majeur de l'énergie au plan mondial.
- **EDF Renouvelables France** est spécialisée dans la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables en France métropolitaine et en Outremer.
- Son savoir-faire s'étend du développement, au financement, à la construction, maintenance et au démantèlement d'installations de production d'énergies renouvelables, en France métropolitaine et en Outremer.

- Le solaire représente une part croissante de ses activités, atteignant 26 % du total des capacités installées en 2020. C'est une filière prioritaire de développement de l'entreprise avec 3 225 MWc installés au 30 juin 2020.
- Son assise, sa spécialisation et son expérience attestent de la **fiabilité de l'entreprise**, ce qui devrait œuvrer au respect de ses engagements et obligations,
- EDF Renouvelables France dispose d'un bureau et d'un personnel permanents au niveau local, en charge de la maintenance, de la sécurité, et du suivi des performances des installations.
- Son expérience au niveau local est établie sur 17 ans de présence, avec la construction et l'exploitation de deux centrales photovoltaïques respectivement à la Roseraie (Sainte-Rose) et Pierrefonds (Saint-Pierre), et un parc éolien (Sainte-Rose), pour une puissance installée de 20,33 MW.

Sur la localisation et l'emprise du projet :

La localisation du projet doit faire l'objet d'une **approche avantages / inconvénients**, en raison d'éléments paradoxaux à mettre en perspectives.

- Le projet s'étend sur 4,4 hectares, sur la parcelle BK35, délimitée au Nord par l'urbanisation industrielle du Port, et à l'Est par la récente ZAC Environnement Écoparc, qui caractérisent l'anthropisation et le caractère industriel du secteur.
- Ce projet est délimité à l'Ouest par le cordon littoral et l'Océan Indien, et au sud par la Rivière des Galets, qui participent à lui donner le caractère d'un espace-tampon, de transition avec ces espaces naturels.
- L'implantation des installations, présentée dans certaines parties du dossier comme s'opérant sur les terrains d'assiette de l'ancienne décharge d'ordures ménagères de la Rivière des Galets se réduit, après finalisation et choix parmi les variantes, à la partie sud de la BK35, évitant ainsi le cœur de ce qui était la décharge communale jusqu'à sa fin d'exploitation en 1997.
- Le terrain d'assiette est classé N au Plan Local d'Urbanisme du Port, et bien qu'il soit qualifié de « naturel dégradé » dans l'étude d'impact, il est situé en zone de continuité écologique au SAR, et en ZNIEFF 2 « Mafate et vallée ».
- La réalisation du projet constitue une extension d'artificialisation sur une surface délaissée, dont la surface conjugue une végétation qui a repris ses droits dans un espace de transition parsemé de déchets visibles à faible distance.
- La proximité des berges de la Rivière des Galets, et de la bordure littorale interrogent également l'enjeu de valorisation paysagère de la zone, qui est un objectif du guide de l'Écocité (annexe 5-4 du PLU).
- La non-réhabilitation de la décharge, dont les caractéristiques restent floues (nature des déchets enfouis, épaisseur, localisation exacte), et le classement en site pollué (BASOL et BASIAS), avec émissions potentielles de biogaz, fait, à ce jour obstacle à toute autre destination du terrain, sauf à restaurer effectivement son état naturel.

- La localisation de la centrale, dans l'ouest de l'île à faible altitude, dans une zone d'ensoleillement important, contribue à la productivité de l'installation.
- Sise en mitoyenneté de la ZAC Écoparc, et accessible par les voiries de cette dernière, ses accès sont déjà existants, et ne nécessitent qu'un simple aménagement, peu impactant pour l'environnement local.

Sur la compatibilité avec le document d'urbanisme opposable et son articulation avec les plans, schémas et programmes

- Le projet paraît compatible avec les objectifs du Schéma d'Aménagement Régional (SAR), qui visent l'autonomie énergétique et la mise en place d'un mix reposant sur la production d'énergies renouvelables.
- Le projet, localisé dans un espace de continuité écologique inclus dans une zone préférentielle d'urbanisation (ZPU) paraît compatible, avec les prescriptions du SAR.
- Implanté dans un espace proche du rivage, en continuité d'une zone d'urbanisation diffuse, mais hors la limite de la bande littorale des 50 pas géométriques, le projet semble compatible avec le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM).
- Le projet paraît compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale du TCO, qui autorise, à titre exceptionnel, les installations de production d'énergies renouvelables dans les espaces naturels, forestiers et littoraux de moindre valeur.
- Implanté en zone en zone N du Plan Local d'Urbanisme du Port, le projet paraît compatible avec son règlement, qui autorise l'installation de panneaux photovoltaïques au sol sous réserve d'une étude d'impact favorable et de certaines conditions d'aspect des constructions et de leurs abords.
- Le projet paraît compatible avec le Plan de Prévention de risques naturels (PPRn) dans la mesure où, situé en rB2, il s'inscrit dans le respect de ses prescriptions,
- A ce stade de présentation et de mon simple point de vue, le projet paraît respecter le PLU et le PPR de la Commune du Port ; l'instruction du permis de construire actuellement en cours permettra de confirmer ce point ou de faire procéder aux modifications nécessaires.

Sur les aspects environnementaux :

- L'étude d'impact est exhaustive et claire, selon l'Autorité Environnementale, et les précisions et compléments sollicités ont été apportés de façon satisfaisante par le maître d'ouvrage dans ses mémoires en réponse.
- Les 3 espèces indigènes végétales recensées sur et à proximité de l'aire immédiate du projet (*Cynodon dactylon*, *Heteropogon contortus*, et *Tephrosia purpurea*), présentent un intérêt patrimonial faible à modéré, et seront réintroduites sur les zones dégradées par le chantier.
- En ce qui concerne la faune, dont 9 espèces protégées sont recensées, (6 espèces d'oiseaux, forestiers ou marins, 1 espèce de reptile (caméléon) et 2 espèces de

chauves-souris), les différentes mesures d'évitement, réduction et compensation, et de suivi écologique, prévues pendant le chantier, et durant l'exploitation de la centrale, permettront d'éviter la destruction directe des habitats et des espèces.

- Ainsi, concernant l'avifaune, dont l'enjeu est fort vu la proximité de la Rivière des Galets, axe majeur de déplacement d'oiseaux marins, la proscription des travaux nocturnes ou à la tombée de la nuit, et l'absence d'éclairage devraient conduire à un impact résiduel nul de cette installation sur les espèces concernées.
- Une trame arbustive endémique sera reconstituée sur le pourtour du site avec 550 plants adaptés au milieu local, et entretenus durant les 3 années suivant la plantation, afin d'assurer leur durabilité.
- Cette restauration écologique des abords du site aura vocation à reconstituer les habitats des espèces, mais également à contribuer à la préservation du paysage, dont la naturalité est un enjeu fort sur les berges de la Rivière des Galets.
- Cette restauration arbustive renforce sa pertinence dans la perspective de réalisation du sentier littoral ouest dans le cadre de l'Écocité, pour accroître les atouts touristiques de ces berges.
- Les perceptions visuelles sur le site seront réduites, tant par les caractéristiques des panneaux photovoltaïques (couleur noire, faible hauteur), que par la topographie des lieux.
- Le dialogue établi avec différentes associations environnementales réunionnaises (SEOR, NOI, GCOI, Conservatoire Botanique National, Parc National de la Réunion, SREPEN, Ecologie Réunion) lors de l'élaboration du projet, et le partenariat établi avec certaines d'entre elles pour la mise en œuvre des mesures de gestion environnementales, devrait permettre de corriger et adapter, s'il en était besoin, certaines modalités du chantier ou d'exploitation de la centrale, afin de réduire les impacts.
- L'impact sur le milieu humain est très faible, si l'on met en perspective les faibles nuisances potentielles de l'installation avec l'éloignement des zones d'habitations, à 500 mètres au nord-est pour les plus proches.

Sur les risques naturels :

- Le terrain d'implantation du projet, à 150 mètres en arrière et à l'extrémité aval des ouvrages d'endiguement rive droite de la Rivière des Galets, est concerné par les risques inondation (aléa moyen) et mouvement de terrain (aléa faible à modéré), ce qui se traduit par un zonage rB2 au PPR, dont le règlement autorise les projets d'installations d'unité de production d'énergie renouvelable.
- Le projet prend en compte les prescriptions du Plan de Prévention de Risques naturels, qui commandent de mener une étude hydraulique ou géologique dont l'objectif est de minimiser les conséquences des différents phénomènes issus des risques naturels, et d'implanter le plancher des bâtiments industriels au-dessus de la cote de référence, fixée par défaut à 1 m au-dessus du terrain naturel.

- Le risque de rupture de l'endiguement aval lors des épisodes de crues, qui est extrêmement faible mais non exclu, a fait l'objet de 11 scénarii, dont 8 impactent variablement la zone. Leurs modélisations permettent d'affiner la cote de référence du PPR, et déterminer les modes d'implantation des panneaux photovoltaïques de sorte à garantir la transparence hydraulique, et l'ancrage de ces panneaux en cas d'inondation.
- De façon générale, le chantier n'est pas de nature à augmenter l'exposition des populations aux risques naturels majeurs.

Sur les avis des communes concernées par le projet et les conséquences de ce dernier à leur égard :

- Le conseil municipal de Saint-Paul, a émis un **avis favorable à l'unanimité** des suffrages exprimés, sans réserve particulière.
- Le conseil municipal de Le Port a émis un **avis favorable à l'unanimité** des suffrages exprimés, sous réserve de la prise en compte de quelques observations, dont une relative à la mise en place d'un dispositif de détection multigaz pendant les travaux. Le projet étant localisé sur son territoire, cet avis doit être entendu avec attention.

Sur les autres aspects :

- L'installation étant prévue pour une durée d'environ 20 ans, et étant totalement réversible dans le temps, la remise en état initial du site sera possible par le démontage de toutes les installations (panneaux, structures, calages, locaux techniques).
- Le coût environnemental d'un tel démantèlement sera réduit, en raison de l'obligation de recyclage des modules conformément aux législations européennes et nationales.
- La remise en état du terrain d'assiette, bénéficiera de l'évacuation des déchets de surface, et d'une revégétalisation d'espèces indigènes, ce qui représentera un progrès par rapport à la situation actuelle.
- La réalisation du projet ne portera aucune atteinte aux propriétés privées et aux entreprises avoisinantes.
- Le projet sera source de revenus fiscaux pour la commune de Le Port, le Territoire Côte Ouest et le Département.

EN CONCLUSION

A la suite de ces développements, je conclue que :

- L'enquête publique s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral la prescrivant,
- Le public, bien informé de la tenue de l'enquête publique, et des modalités tant matérielles que numériques, a été en mesure de présenter toutes ses observations et contre-propositions, pendant toute la durée de l'enquête,
- Le projet est nécessaire, pour répondre aux objectifs européens, nationaux et locaux de développement des énergies renouvelables, notamment par le volet photovoltaïque,
- Ce projet s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la transition énergétique, pour la lutte contre le changement climatique,
- Le projet semble, de mon point de vue, respecter la réglementation en vigueur, et il apparaît compatible avec les documents de planification,
- L'Autorité Environnementale a estimé que l'étude d'impact est claire et bien conduite, malgré quelques justifications et compléments à apporter,
- Le projet s'inscrit dans la démarche ERC, « Éviter, Réduire, Compenser », de ses impacts à l'environnement, pour les enjeux humains et naturels, qui ont été bien identifiés dans l'étude d'impact,
- Bien qu'implanté sur un terrain classé en zone Naturelle au PLU et en zone de continuité écologique au SAR, le caractère dégradé de l'emprise du projet et sa mitoyenneté avec des activités industrielles font qu'il porte peu atteinte au milieu naturel,
- Les différentes mesures de préservation et de restauration écologique et paysagère contribuent à réduire son empreinte environnementale, et pourraient même la rendre positive dans l'hypothèse d'une remise en état du terrain accompagnée d'une réhabilitation de certains secteurs encore mal identifiés de l'ancienne décharge d'ordures ménagères.
- Le projet apparaît dans l'ensemble cohérent, malgré quelques mises à jour mineures que le maître d'ouvrage pourra aisément intégrer,

- Le projet suscite par ailleurs l'adhésion de la population et des associations de défense de l'environnement, au vu des observations produites, même si l'avis défavorable d'une d'entre elles souligne la nécessité de limiter l'artificialisation des terrains classés naturels,
- Les communes de Saint-Paul et de Le Port ont émis un avis favorable à ce projet,
- **La mise en perspective des nombreux avantages du projet, et de la compensation de ses quelques inconvénients fait ressortir un bilan très largement positif au regard de l'intérêt général.**

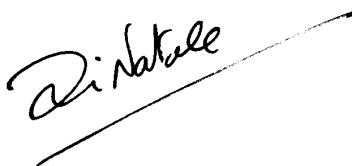
Compte tenu de l'étude du dossier, de l'examen des observations, de la réponse du maître d'ouvrage aux questions formulées dans le procès-verbal de synthèse,

J'émet un **AVIS FAVORABLE** au projet de centrale photovoltaïque au sol, situé sur la rive droite de la Rivière des Galets, sur le territoire de la commune du Port.

Par ailleurs, je formule **les recommandations suivantes** :

- Mettre en œuvre les recommandations de la MRAe, notamment sur l'homogénéisation des pièces du dossier sur l'emprise du projet au regard du terrain d'assiette de l'ancienne décharge d'ordures ménagères,
- Mettre à jour le dossier sur les dernières options opérées, quant à l'abandon des conteneurs de stockage d'énergie, et au choix du tracé de raccordement externe.
- Dans une approche de long terme, anticiper autant que possible sur les modalités de la future remise en état du terrain après cessation d'exploitation de la centrale photovoltaïque, en cohérence avec la réhabilitation de l'ancienne décharge d'ordures ménagères pilotée par le TCO.

Le 29 mars 2021

A handwritten signature in black ink, reading "Di Natale", with a long horizontal stroke extending to the right.

Hubert DI NATALE
Le commissaire enquêteur